

Pacte régional
d'investissement
dans les compétences (PRIC)

Appel à projets ÎLE-DE-FRANCE

Dossier de candidature



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU TRAVAIL

HAUT-COMMISSAIRE
À LA TRANSFORMATION
DES COMPÉTENCES

DOSSIER DE CANDIDATURE

- ⇒ **Date d'OUVERTURE de l'appel à projet : Le 10 juillet 2019**
- ⇒ **Date de CLOTURE de l'appel à projet : Le 14 Septembre 2019, à 23h59 (heure de Paris)**

Les demandes peuvent être adressées aux services de la Région par la plateforme régionale « Mes Démarches » dans le cadre du présent Appel à projets (AAP) quelle que soit l'orientation n°1 ou 2 retenue dans le cadre du projet.

- ⇒ La connexion à Mes démarches se fait avec <https://mesdemarches.iledefrance.fr>

Le présent Appel à projets (AAP) est ouvert pendant **une durée de 2 mois**.

Les informations actualisées sont publiées sur le site de cette consultation et envoyées automatiquement aux candidats potentiels **ayant ouvert un compte** sur ce site, puis téléchargé le dossier de candidature.

Ce dossier de candidature et ses annexes sont parties intégrantes de l'Appel à projets « **Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019 en Ile de France** » du Plan d'investissement dans les compétences mis en place par l'Etat dans le cadre du « Grand Plan d'Investissement ». La Région met en œuvre dans ce cadre plusieurs actions du Pacte francilien reposant sur des projets innovants.

Le dossier comporte 3 parties :

- Une première partie consacrée aux modalités de soumission et au contenu du dossier ;
- Une deuxième partie constituant le dossier de réponse (hors annexes financières) ;
- Une troisième partie regroupant les annexes financières,

Les candidats potentiels devront obligatoirement s'inscrire et recourir à la plateforme dématérialisée suivante pour le retrait du présent appel à projet, le retrait du dossier de candidature, le dépôt du dossier de réponse ainsi que pour poser des questions :

<https://mesdemarches.iledefrance.fr>

SOMMAIRE

I. Modalités de soumission 4

A. Modalités pratiques

1. Modalités générales de soumission des candidatures
2. Conditions de transmission des candidatures
 - 2.1 Transmission électronique
 - 2.2 Transmission complémentaire sur support papier

B. Contenu du dossier de candidature

II. Dossier de réponse à remplir 8

1. Acte de candidature et signature
2. Fiche d'identification du porteur de projet
3. Fiche d'identification des partenaires du consortium
 - 3.1 Lettres de mandat
 - 3.2 Attestation de délégation de signature du (ou de la) représentant(e) légal(e)
4. Fiche de synthèse du projet

III. Note descriptive du projet 18

1. Enjeux et objectifs du projet
2. Description opérationnelle du projet
3. Gouvernance et pilotage
4. Eléments financiers prévisionnels du projet

IV. Annexes 20

Liste des indicateurs communs aux différents dispositifs du Plan d'investissement dans les compétences

I/ MODALITES DE SOUMISSION

A – MODALITES PRATIQUES

1 – Modalités générales de soumission des candidatures

Les dossiers de candidature pourront être transmis à la Région à compter de la publication de l'Appel à projets « **Pacte régional d'investissement dans les compétences - 2019 en Ile-de-France** ».

La région, met à disposition des candidats une plateforme d'échanges sécurisés sur laquelle il est obligatoire de s'inscrire pour répondre à l'appel à projet :

<https://mesdemarches.iledefrance.fr>

Pour toute question concernant l'appel à projet, les candidats peuvent se reporter au document « questions/réponses » accessible sur la fiche de consultation.

2 - Conditions de transmission des candidatures

2.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante est obligatoire :

<https://mesdemarches.iledefrance.fr/>, connexion nécessaire pour déposer son dossier.

Le site offre une plateforme et des échanges sécurisés.

Il est dès lors nécessaire :

- ⇒ d'installer l'environnement d'exécution Java pour déposer le projet ; un lien permettant l'installation gratuite du logiciel est proposé lors du téléchargement ; le soumissionnaire contactera son service informatique si celui-ci a la responsabilité de contrôler l'installation de nouveaux logiciels ;
- ⇒ d'ouvrir un compte sur le site de la consultation ;
- ⇒ de prendre en considération le fait que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre, et de **ne pas attendre la date limite de dépôt des projets pour la transmission des fichiers** de réponse par voie électronique. Seule l'heure de fin de réception fait foi : la date et l'horodatage proviennent de la plate-forme et le soumissionnaire remettant un pli électroniquement en accepte explicitement l'horodatage ;
- ⇒ de prévoir un certificat de signature des documents conforme au Référentiel Général de Sécurité (RGS).
- ⇒ A défaut de certificat de signature conforme à cette norme ou en l'absence de tout certificat, il convient de déposer le dossier complet sur la plateforme avec des signatures scannées et d'envoyer les originaux de l'acte de candidature et de l'accord de consortium signés par courrier recommandé avec accusé de réception **au plus tard dix (10) jours ouvrés** après la date de clôture à l'adresse indiquée ci-dessous :

Région Ile-de-France

Direction de la Formation Professionnelle AAP Pacte régional d'investissement dans les compétences

2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen sur Seine

⇒ Responsabilité

La participation à l'appel à projets implique la connaissance et l'acceptation des risques liés à l'Internet, notamment en ce qui concerne les performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des informations, les risques d'interruption, et plus généralement, les risques inhérents à toute connexion et transmission d'informations sur Internet, l'absence de protection de certaines informations contre des détournements éventuels et les risques de contamination par des éventuels virus circulant sur le réseau.

En conséquence, la Région ne saurait en aucune circonstance être tenue responsable, sans que cette liste soit limitative :

- de la transmission et/ou de la réception de toute donnée et/ou information sur Internet ;
- de tout dysfonctionnement du réseau Internet empêchant le bon déroulement de l'appel à projets ;
- de la perte ou de l'altération de toute information ou donnée ;
- de la contamination du matériel informatique du candidat ;
- d'une indisponibilité temporaire, partielle ou totale, du site Internet notamment en cas de maintenance du site Internet ou du serveur sur lequel il est hébergé ;
- de toute défaillance technique, matérielle et logicielle de quelque nature, ayant empêché ou limité la possibilité pour le candidat de participer à l'appel à projets.

Il est précisé que la Région ne peut être tenu responsable de tout dommage direct ou indirect issu d'une interruption, d'un dysfonctionnement quel qu'il soit, et ce pour quelque raison que ce soit, en lien avec l'utilisation d'un service de communication en ligne, ainsi que de la défaillance des services postaux. Il appartient à tout candidat d'adopter toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte et actes de piraterie.

2.2 – Transmission complémentaire sur support papier

Si votre certificat de signature n'est pas conforme à la norme exigée ou si vous ne disposez pas de certificat de signature :

1. Vous devez déposer votre dossier de candidature sur la plateforme avec des signatures scannées ;
2. Toutefois, une signature scannée est dépourvue de valeur légale ; par conséquent, vous devez compléter le dépôt électronique par l'envoi des originaux de l'acte de candidature et de l'accord de consortium signés en pli recommandé avec accusé de réception **au plus tard dix (10) jours** ouvrés après la date de clôture à l'adresse suivante :

Région Ile-de-France

Direction de la Formation Professionnelle
AAP Pacte régional d'investissement dans les compétences

2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen

B - CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature, accessible sur le site de la consultation, devra comporter l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation du projet.

Il devra être transmis complet et comporter les pièces suivantes :

1. **Acte de candidature et délégation de signature**, (cf. modèle fourni en partie II du dossier de candidature);
2. **Fiche d'identification du porteur de projet** (cf. modèle fourni en partie II);
3. **Si le porteur de projet agit au nom d'un consortium :**
 - 3.1. **Fiches d'identification des partenaires du consortium** (cf. modèle fourni en partie II);
 - 3.2. **Lettres de mandat** des partenaires du porteur de projet l'autorisant à les représenter au nom du consortium constitué pour le projet (cf. modèle fourni en partie II) ;
 - 3.3. **Accord de consortium** signé ou projet d'accord (format libre) ;
4. **Fiche de synthèse du projet** (cf. modèle fourni en partie II);
5. **Note de présentation du projet** en 12 pages environ (cf. modèle fourni en partie II), en mettant notamment en avant :
 - la pertinence de la proposition au regard des orientations de l'appel à projets
 - la qualité et la densité des partenariats territoriaux dans une logique d'accompagnement global et d'articulation aux dispositifs et acteurs existants
 - l'ambition en matière de résultats et d'impact
 - la qualité et la crédibilité du porteur de projet ou du consortium
6. **Fiches parcours** : organisation type d'un parcours ou des composantes de celui-ci : sourcing, formation, accompagnement, autres...
7. **Annexes financières du dossier de candidature** : tableau prévisionnel détaillant les dépenses du projet par nature, par structure et par an ; plan de financement exprimant le besoin de financement sur la durée du projet ; tableau de synthèse emplois/ressources du projet (les tableaux en format «.xls » sont fournis) ; déclaration sur l'honneur relative aux autres aides publiques et aux aides d'Etat perçues au cours des 3 dernières années, à l'intensité de l'aide et à la non-atteinte des plafonds admissibles ;
 - déclaration sur l'honneur relative aux aides d'Etat sollicitées dans le cadre du projet.
8. **Autres documents** que le candidat devra fournir :
 - a. **lettres d'engagement ou de manifestation d'intérêts** (format libre ne dépassant pas une page) à l'égard du projet de la part des structures publiques ou privées soutenant (financièrement ou non) la démarche ;
 - b. **CV des personnes clés** à joindre avec le dossier de candidature ;

- c. **fiche SIREN** de moins de trois mois ;
- d. un document attestant du **pouvoir de signature du représentant légal du porteur de projet** ;
- e. **comptes annuels approuvés sur les trois dernières années** (ou tout document permettant de juger de la capacité financière pour les structures n'ayant pas trois ans d'existence).

En complément des dossiers, des auditions des porteurs de projets pourront être menées par le comité de sélection.

II/ DOSSIER DE REPONSE A REMPLIR

1. Acte de candidature

[Nom du porteur de projet].....

[Adresse du porteur de projet]

.....
.....
.....
.....

je, soussigné(e) **[nom, prénom et qualité du ou de la représentant(e) légal(e) ou de son délégué(e) à compléter]**....., après avoir pris connaissance de l'appel à projets « Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019 en Ile de France », ai complété et fourni l'ensemble des informations et documents demandés, conformément aux dispositions de l'appel à projet, ce qui représente notre dossier de candidature.

J'atteste avoir qualité pour l'engager juridiquement et sollicite, auprès de la Région et dans le cadre susmentionné, une subvention pour un montant de **[montant]**euros pour la réalisation du projet **[intitulé du projet]**..... décrit dans le présent dossier de demande de subvention, sur la base d'un coût total de **[montant]**euros.

Je certifie que toute information fournie et affirmation faite dans le cadre du présent dossier sont véridiques et accepte d'être lié(e) par les représentations, termes et conditions contenus dans le présent dossier.

J'atteste sur l'honneur la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente.

Toute déclaration fautive ou inexacte pourra conduire à l'annulation des éventuelles décisions de subvention au titre du Plan d'investissement dans les compétences « Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019 en Ile de France ».

Date :

Signature du représentant officiel :

Nom (en caractères d'imprimerie) :

Titre du représentant officiel autorisé à signer :

NB : Si le représentant officiel n'est pas le candidat ou le représentant légal de la structure candidate, joindre une délégation de signature accordée par le représentant légal.

2. Fiche d'identification du porteur de projet

1. Raison sociale

Nom		Sigle	
Objet social			
N° SIRET (SIREN + NIC)		Code NAF	
Catégorie juridique INSEE		N° d'enregistrement à la préfecture (pour les associations)	
Procédure collective en cours	() non () oui	Si oui, préciser : (sauvegarde, redressement, liquidation)	
Adresse de l'établissement			
Adresse de correspondance, si différente			
N° SIRET (si différent)			
Téléphone		Courriel	
Adresse site internet			

2. Statut juridique du porteur de projet

- Association loi 1901
- Autre organisme de droit privé - Préciser le statut :
- Etablissement public
- Collectivité territoriale
- Autre organisme de droit public - Préciser le statut :

Nombre d'ETP de la structure juridique du porteur du projet :E.T.P

Pièce n°1 : Joindre une copie de la fiche INSEE de votre structure (Situation au répertoire SIREN) et un RIB

3. Représentant légal

Nom		Prénom	
Fonction au sein de l'établissement			
Tél.		Adresse électronique	

4. Responsable opérationnel à contacter

Nom		Prénom	
Fonction au sein de l'établissement			
Tél.		Adresse électronique	

5. Responsable administratif du projet

Nom		Prénom	
Fonction au sein de l'établissement			
Tél.		Adresse électronique	

Cette personne est notamment celle chargée de réaliser l'ensemble des démarches administratives vis-à-vis de la région (justificatifs, données dans Safir...)

6. Personne habilitée à signer (s'il diffère du représentant légal)

Nom		Prénom	
Fonction au sein de l'établissement			
Tél.		Adresse électronique	

7. Situation financière

Années	Bilan (total Actif net)	Compte de résultat		Situation de trésorerie en fin d'exercice ²
		Total charges	Résultat ¹	
N - 1 ²	€	€	€	€
N - 2	€	€	€	€
N - 3	€	€	€	€

8. Partenariats éventuels

Le porteur de projet agit en tant que mandataire d'un consortium ? OUI NON
 Si oui, préciser les structures le constituant et compléter la partie 3 du présent dossier

Tableau récapitulatif des partenaires au projet

Raison sociale	Contact (Prénom, NOM, fonction et téléphone ou e-mail)	Actions mises en œuvre par le partenaire	Participation financière mise en œuvre dans le cadre du projet	Date de début du partenariat
[]	[]	[]		
[]	[]	[]		
[]	[]	[]		
[]	[]	[]		
[]	[]	[]		
[]	[]	[]		
[]	[]	[]		
[]	[]	[]		
[]	[]	[]		

² Situation de trésorerie en fin d'exercice = disponible + (créances à court terme - dettes à court terme)

¹ Pour les associations, y inclus les provisions non obligatoires.

² Dernier exercice clôturé

3. Fiches d'identification des partenaires du consortium

Si le porteur de projet représente un consortium, **chaque membre du consortium** doit fournir les renseignements suivants au moyen de la présente fiche dédiée.

1. Raison sociale

Nom		Sigle	
Objet social			
N° SIRET		Code NAF	
Année de création de l'établissement (sans objet pour les collectivités territoriales)		N° d'enregistrement à la préfecture (pour les associations)	
Adresse de l'établissement			
Adresse de correspondance, si différente			
Téléphone		Courriel	
Adresse site internet			

2. Statut juridique du partenaire

- Association loi 1901
- Autre organisme de droit privé - Préciser le statut :
- Etablissement public
- Collectivité territoriale
- Autre organisme de droit public - Préciser le statut :

3. Représentant légal

Nom		Prénom	
Fonction au sein de l'établissement			
Tél.		Adresse électronique	

4. Contribution du partenaire au projet (10 lignes maximum)

...

Pièce n°2 : Joindre une copie de l'accord de consortium conclu dans le cadre de la présente candidature

3.1. LETTRE DE MANDAT

A remplir dans le cas où le porteur de projet représente un consortium (un exemplaire par membre du consortium).

Nature et nom du membre du consortium :

Représenté par (nom, prénom), ayant le pouvoir d'engager juridiquement l'organisme désigné ci-dessus, je déclare :

- avoir pris connaissance du cahier des charges de l'appel à projet et du dossier de candidature, et souscrire aux obligations qui en découlent,

- et à ce titre, donne mandat au porteur de projet (nom du porteur de projet) aux fins de me représenter et d'agir en mon nom dans le cadre et les limites du présent appel à projets.

Pour (l'organisme membre du consortium) dénommé le mandant,

Prénom Nom Titre/Qualité.....

Signature

Pour (personne habilitée à engager le porteur de projet) dénommé le mandataire,

Prénom Nom Titre/Qualité.....

Signature

3.2. ATTESTATION DE DELEGATION DE SIGNATURE DU (OU DE LA) REPRESENTANT(E) LEGAL(E)

A compléter si le ou la représentant(e) légal(e) de l'organisme et souhaite déléguer sa signature pour tous les documents

Je soussigné(e), **[nom, prénom et qualité du ou de la représentant(e) légal(e)]**,..... en qualité de représentant(e) légal(e) de **[nom de l'organisme bénéficiaire]***qui sollicite la subvention Région* ayant qualité pour l'engager juridiquement, atteste que délégation de signature est donnée à **[nom, prénom et qualité du délégataire]**....., à l'effet de signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de l'action décrite dans la présente demande de subvention, à son suivi administratif et financier et tout document sollicité par les instances habilitées au suivi, à l'évaluation et au contrôle.

Les documents signés en application de la présente délégation de signature, comporteront la mention « pour le (ou la) représentant(e) légal(e) et par délégation ».

Je m'engage à faire connaître toute limitation apportée à cette délégation de signature.

Date :

[nom, prénom, qualité et signature
du délégataire]

[nom, prénom, qualité **du ou de la**
représentant(e) légal(e), signature
et cachet de l'organisme bénéficiaire]

3.3. DECLARATION SUR L'HONNEUR

Dans le cadre de la demande de financement du projet Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019 en Ile de France, le porteur de projet (Nom/Raison sociale et adresse du porteur)

.....

Précise ci-dessous les aides d'Etat sollicitées pour le projet permettant notamment de vérifier le taux d'intensité des aides sollicité, que celles-ci relèvent du Régime exempté SA.40207 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014) relatif à l'aide à la formation – formation générale ou du Règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

A cette fin, il est demandé de compléter les éléments de financement ci-dessous.

Cout total estimé du projet pour 2019 :

Recettes (€)			
Aides d'Etat sollicités pour 2019	Montant	Soit % du cout total estimé 2019	Obtenue (o) Demandée (D)
Appel à projet PRIC Région Ile-de-France			D
Autres financements	Montant	Soit % du cout total estimé 2019	Obtenue (o) Demandée (D)
Total		100%	

Il doit être rappelé qu'il appartient au bénéficiaire des aides sollicitées de s'assurer du caractère régulier des aides d'Etat perçues ; ce simple tableau a vocation à vérifier le respect du taux d'intensité mais ne peut en aucun cas exonérer le porteur de respecter les obligations applicables en matière de cumul des aides d'Etat.

A

, le

Signature (et cachet

4. FICHE DE SYNTHÈSE DU PROJET (2 pages max.)

Intitulé du projet :

Portage et gouvernance

Intitulé du projet			
Nom du porteur de projet			
Orientation dans lequel s'inscrit le projet		<input type="checkbox"/> n°1 : Répondre aux besoins de compétence insatisfaits <input type="checkbox"/> n°2 : Adapter les modalités de formation aux nouvelles technologies	
Code Action (imputation budgétaire)		(à remplir par l'administration)	
Objet social			
Statut juridique		Consortium ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
N° SIRET		Code NAF	
Année de création de l'établissement ³		N° d'enregistrement à la préfecture (pour les associations)	
Adresse de l'établissement		Adresse de correspondance si différente	
Personne chargée du suivi de l'opération		Coordonnées tél / mail	
Téléphone		courriel	
Autres structures engagées dans la réalisation du projet			

Cible et mise en œuvre

Typologie des publics ciblés par le projet (cf. bénéficiaires de l'annexe 1) ⁴			
Objectifs de placement en emploi et/ou en formation le cas échéant attendus ⁵			
Durée d'un parcours type		Territoires d'expérimentation	<i>QPV / zones rurales / autres</i>
Durée du projet (en heures)		Période de réalisation	Du au
Localisation géographique		Bassin(s) correspondant	

³ Sans objet pour les collectivités territoriales.

⁴ Ces informations sont données à titre prévisionnelle en ce qui concerne la répartition des publics éligibles selon les types de bénéficiaires figurant à l'annexe 1 et dès lors que les bénéficiaires finaux demeurent ceux éligibles au PACTE.

⁵ Préciser les types de contrat et la nature des formations visées.

Budget prévisionnel

Montant global du projet	€ HT	€ TTC
Montant de la demande de subvention au titre du Pacte régional d'investissement dans les compétences Ile de France		€

Toute déclaration insincère ou témoignant d'un risque de dépassement du taux d'intensité d'aides d'Etat applicables compte tenu des caractéristiques du projet au sens de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) entraîne la non-éligibilité du projet et le cas échéant, l'arrêt immédiat des financements avec obligation de remboursement de la part du porteur.

Description détaillée

Présentation générale du projet

Max 20 lignes.

III/ NOTE DESCRIPTIVE DU PROJET (10 à 15 pages)

La note descriptive doit nécessairement comprendre les éléments demandés au titre de chaque rubrique mentionnée ci-dessous.

1– Enjeux et objectifs du projet : ils devront permettre d'identifier les éléments suivants :

- Analyse et diagnostic préalables qui fondent l'intention : *A quoi l'action est censée apporter une réponse, à quelle faiblesse répond elle, comment ce diagnostic a été établi ?*
- Complémentarité du projet au regard des actions précédemment menées, des offres existantes sur le(s) territoire(s) concerné(s) et des besoins identifiés sur ce(s) territoire(s) ; *en quoi le projet est censé apporter un plus à ce qui existe déjà, quels indicateurs possibles pour confirmer cette plus-value ?*
- Le caractère expérimental et innovant du projet, à mettre en évidence par une présentation du contexte, voire de l'état de l'art scientifique et des meilleures pratiques internationales identifiées ;
- Nombre de bénéficiaires finaux au terme de la réalisation du projet ;
- Identification des publics ciblés par le projet selon les catégories suivantes :
 - **Jeunes de 16 à 25 ans** qui ne sont ni en emploi, ni élèves, ni étudiants, ni stagiaires de la formation continue (NEET) et qui possèdent un diplôme de niveau 3 (niveau V de l'ancienne nomenclature) ou moins : **avant le bénéfice de l'action, l'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi est nécessaire à la justification ci-dessus ou a minima, pour le public jeune, la signature d'une attestation de la condition requise,**
 - **Demandeurs d'emploi de 26 ans ou plus, peu ou pas diplômés**, c'est-à-dire ceux qui ont suivi une formation de niveau 4 (Niveau IV de l'ancienne nomenclature) sans obtenir le diplôme et ceux qui sont diplômés de niveau 3 (Niveau V de l'ancienne nomenclature), **inscrits comme demandeur d'emploi avant le début de ma prise en charge au titre du présent projet.**
 - **Demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés de bas niveau de qualification.**

Décrire le public visé par le projet présenté (notamment en termes de prérequis)

- Objectifs qualitatifs et quantitatifs du projet et ambitions en matière de résultats et d'impact

Les justificatifs de l'éligibilité des publics devront être impérativement vérifiés avant le bénéfice d'un accompagnement ou d'une formation au titre du projet et devront être conservés par le porteur.

2- Description opérationnelle du projet

- Descriptif détaillé du parcours proposé et itérations envisagées. Le rôle des différents acteurs participant à la mise en œuvre du projet et leur implication à chacune des étapes devront être précisés ;
- Phasage de la mise en œuvre du projet dans le temps ;
- Les outils et démarches envisagés pour atteindre les publics visés et les mobiliser dans la conception et au fil des parcours ;
- Décrire le processus de sélection des publics ;
- Modalités de suivi, d'évaluation et d'amélioration au fil du parcours et de ses itérations, les indicateurs quantitatifs et qualitatifs proposés.

3 - Gouvernance et pilotage

- Identification des autres structures concourant à la réalisation du projet ;
- Les partenariats mobilisés dans le cadre du projet
- Description de l'organisation prévue pour animer et piloter le projet dans la durée (présentation de l'organisation prévue pour assurer le fonctionnement entre le porteur de projet et ses partenaires, organisation envisagée pour la prise de décisions concernant le projet, etc.) ;
- Identification de l'équipe-projet dédiée au pilotage (nombre de personnes, profils, organisation et rôle de chacun) ;
- Méthode d'implication des bénéficiaires dans la conception et au fil des parcours.

4 - Eléments financiers prévisionnels du projet

- Estimation du coût du projet par action, par an et par structure intervenant dans le projet (produire l'annexe 1) ;
- Plan de financement prévisionnel (produire l'annexe 2) ;
- Tableau de synthèse (produire l'annexe 3).

**Liste des indicateurs communs aux différents dispositifs
du Pacte régional d'investissement dans les compétences**
*Ces données seront à saisir dans le site régional de la Direction de la Formation Professionnelle
SAFIR*

Indicateurs communs à renseigner dans le cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences		
	Information demandée	A défaut : Information simplifiée
bénéficiaires	1. Sexe (H/F) Date de naissance (JJ/MM/AAAA) Adresse complète 2. Si demandeur d'emploi : date d'inscription à Pôle Emploi 3. Jeune adressé par une ML (O/N) 4. Classe suivie dans la dernière année d'étude Plus haut niveau de formation atteint Diplôme le plus élevé détenu 5. Année d'obtention du plus haut diplôme détenu (le cas échéant) 6. Travailleur handicapé bénéficiaire de l'obligation d'emploi 7. Parent isolé (donnée déclarative O/N) 8. Bénéficiaire d'une protection internationale (O/N) 9. Bénéficiaires du RSA 10. Si dispositif ciblé : personne incarcérée (O/N)	Année de naissance Code postal de la ville de résidence
Parcours	Objectif du parcours / de la formation (parmi une liste de choix possibles qui sera fournie) Durée prévisionnelle du parcours /action de formation (en heures, jours ou mois) Date d'entrée prévisionnelle dans le parcours / action de formation (JJ/MM/AAAA) Date de sortie prévisionnelle du parcours (JJ/MM/AAA) Date d'entrée réelle dans le parcours/l'action de formation (JJ/MM/AAAA) Date de sortie réelle (JJ/MM/AAAA) Le cas échéant, diplôme, qualification ou certification obtenu(e) à l'issue du parcours ou de la formation Motif de sortie (parmi une liste de choix possibles qui sera fournie) Poursuite du parcours individuel à l'issue de la prise en charge **	Le cas échéant, niveau de formation atteint à parcours ou de la formation

* Sauf mention contraire, les données sur les bénéficiaires s'entendent à l'entrée dans le dispositif de formation ou d'accompagnement

** Situation observée entre 1 et 30 jours suivant la fin du dispositif, parmi une liste de choix possibles.